



iisd Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 3, MERCREDI 21 JUIN 2006



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: MARDI 20 JUIN 2006

Les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) se sont réunis dans une séance plénière du matin, qui a été suivie par quatre séances de dialogues et une séance spéciale consacrées à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) relatifs à la réhabilitation des taudis et l'habitat abordable, à l'engagement du public, au développement fondé sur l'actif, des régions en cours d'urbanisation; et au dialogue portant sur l'eau, l'assainissement et les Etablissements humains. Quarante séances de réseautage concourantes ont été tenues l'après-midi, donnant aux participants l'occasion de partager leurs expériences avec divers aspects du développement urbain durable.



Jockin Arputham, Président de la Fédération Nationale Indienne des Habitants des Taudis



Lindiwe Sisulu, Ministre Sud Africain de l'Habitat

PLENIERE

La Plénière s'est tenue sous le thème «Inclusion et Cohésion Sociales».

Alphonso Jackson, Secrétaire au Département d'Etat Américain de l'Habitat et du Développement Urbain (HDU), a plaidé en faveur de la propriété d'un domicile pour la force et la sécurité des villes, affirmant qu'elle est cruciale pour la sécurité financière, l'engagement social et une éducation plus avancée. Inversement, il a déclaré que l'absence de domicile a un effet dévastateur sur les zones urbaines. Jackson a expliqué que la mission du HDU consiste à accroître le nombre de propriétés de domicile, et a mis en exergue les progrès accomplis en matière d'intégration. Il a précisé que les Etats-Unis souhaitent volontiers partager leurs expériences avec les aspects, tels que le rôle du gouvernement, la règle du droit, les droits à la propriété et l'éradication de la corruption, et travailler en partenariat avec d'autres pays sur les questions de propriété de domicile.

Jockin Arputham, Président de la Fédération Nationale Indienne des Habitants des Taudis, a donné un aperçu sur les actions entreprises par les habitants des taudis pour l'amélioration de leur situation, telle que l'édification de l'honorabilité relativement au crédit. Il a mis en garde que le nombre de conférences, de documents et de séminaires est en augmentation qu'il en est de même avec la pauvreté dans les pays en développement. Il a appelé à l'arrêt des évictions forcées, et a plaidé en faveur d'un développement communautaire et d'une coopération authentique entre le monde industrialisé et les habitants des taudis.

Lindiwe Sisulu, Ministre Sud-Africain de l'Habitat, a déclaré que la pauvreté devrait être traitée de manière directe et a souligné que: de nombreux pauvres sont exclus des

services dont ils ont besoin; la pauvreté touche 80 pour cent de la population urbaine dans le monde en développement; les citoyens pauvres sont marginalisés par le chômage et l'analphabétisme; et l'urbanisation des pauvres est en train de s'accélérer à un rythme que la plupart des gouvernements ne peuvent pas gérer.

Dans le débat qui a suivi, le Secrétaire Jackson a signalé que les Etats-Unis ont travaillé avec l'Afrique du Sud sur l'amélioration du marché de l'habitat. Il s'est dit d'avis avec Arputham que les gouvernements doivent répondre rapidement aux initiatives communautaires de base. La Ministre Sisulu a ajouté que ces initiatives devraient compléter celles nationales. Elle a accueilli favorablement la mise en place de plans d'épargne pour les habitants des taudis, permettant aux pauvres de s'aider eux-mêmes pour sortir de la trappe de la pauvreté, et a argué que bien que n'étant pas le seul acteur responsable de la fourniture de logements, le gouvernement joue un rôle dans la garantie de la sécurité de la propriété.

SEANCES DE DIALOGUE ET SEANCES SPECIALES

REALISATION DES OMD: Réhabilitation des taudis et habitat abordable: Le modérateur Jacques Bensimon, Commissaire du National Film Board of Canada, a invité les conférenciers à traiter la question de la sécurité de la propriété.

Noli de Castro, Vice-président des Philippines, a déclaré qu'en dépit des avancées enregistrées dans la confrontation de la pauvreté urbaine, la croissance démographique et l'absence de ressources naturelles ont multiplié le nombre des pauvres dans le pays. Il a présenté les stratégies de son gouvernement, y compris la régularisation de la situation foncière des constructions anarchiques et la réinstallation de 80.000 familles.

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site Linkages du serveur WWW du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.



Miloon Kothari, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à un Logement Adéquat

Arputham a souligné qu'en attendant de trouver des solutions permanentes, les personnes évincées reconstruiront des taudis ailleurs

Miloon Kothari, Rapporteur Spécial des Nations Unies chargé du Droit à un Logement Adéquat, a déclaré qu'en dépit de 30 années de développement des normes et de progrès accomplis dans la réalisation d'un habitat convenable, le nombre de saisies foncières, d'évictions forcées, d'absence de domicile et de spéculation immobilière continue à augmenter. Il a déclaré que cette dépossession est propre à déstabiliser les OMD, et a appelé les gouvernements à prendre l'engagement de mettre fin aux évictions forcées.

Luz Maria Sanchez Hurtado, Directrice de l'ONG Estrategia, a parlé de l'impact des évictions illégitimes sur les citoyens pauvres au Pérou. Elle a souligné que l'organisation personnelle à l'intérieur des bidonvilles est critique pour la création de programmes de survie pour les familles déplacées. Plusieurs délégués ont souligné que les droits des femmes doivent être améliorés dans les domaines de l'accès à la terre, à la propriété, à l'héritage, à l'habitat et à la protection contre la violence domestique et autres formes de violence.

Les participants ont ensuite débattu de l'implication des citoyens pauvres dans la réhabilitation des taudis. Rose Molokoane, Présidente de la Fédération Populaire Sud Africaine des Sans Domicile, a signalé que de nombreux engagements en faveur de la réhabilitation des taudis ne sont jamais réalisés.

Alfredo Stein, ancien consultant auprès de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale (ACDI), a mis en relief la création de systèmes de soutien à travers le renforcement des ONG, de la capacité des collectivités locales à travailler avec les communautés et des engagements de la part des agences donatrices internationales.

Les délégués ont appelé à des manières plus agressives de s'assurer de l'intégration des droits de l'Homme et du droit au logement dans les législations nationales et que les mécanismes permettent aux citoyens pauvres de réaliser leurs droits. Certains ont également attiré l'attention sur le traitement du problème de l'absence de domicile consécutif à l'éviction.

Au sujet de la garantie de fonds adéquats pour la réhabilitation des taudis, Jerry Trenas, Maire de Metro Iloilo, aux Philippines, a affirmé que si des responsabilités et des pouvoirs plus importants étaient octroyés aux collectivités locales, ils pourraient traiter la pauvreté urbaine de manière plus efficace.

Arif Hassan, Président du Centre des Ressources Urbaines, au Pakistan, a parlé des types de plans de financement qui sont bien adaptés à la réhabilitation des taudis. Il a indiqué que les emprunts extérieurs peuvent s'avérer une mauvaise

option comme forme de financement abordable et durable, non seulement en raison de leurs conditions, mais également parce que les frais de gestion peuvent mener à des augmentations importantes des dépenses par-dessus le coût des matériels. Il a indiqué que les partenariats entre les collectivités locales et les populations peuvent permettre aux communautés de gérer des fonds autochtones, d'acquérir des aptitudes et de mettre en place l'infrastructure essentielle.

Elio Codato, de la Banque Mondiale, a parlé de la manière dont les fonds nécessaires pourraient être mobilisés pour la concrétisation de l'objectif des ODM, consacré à la réhabilitation des taudis. Il a fait observer que l'emprunt pour la réhabilitation des taudis n'est qu'une partie de la réponse et a mis en exergue la nécessité: d'un rôle pour la communauté des donateurs internationaux; de subventions ciblées; et de l'habilitation des collectivités locales à relever les défis locaux. Le débat qui a suivi a été concentré sur le rôle du secteur privé dans la réhabilitation des taudis, avec une focalisation particulière sur la microfinance.

Clôturant le débat, David Satterthwaite, de l'Institut International de l'Environnement et le Développement (IIED), a appelé à un nouveau modèle de coopération entre les grandes agences de financement et les habitants des taudis pour "remplacer 30 ans d'échec des professionnels, à réhabiliter les taudis."

ENGAGEMENT DU PUBLIC: L'approche inclusive: Le modératrice Zain Verjee, de CNN Anchor, a ouvert le dialogue sur l'engagement du public, avec un auditoire rassemblé dans une salle sans places assises.

Peter Oberlander, du Centre des Etablissements Humains de l'Université de Colombie Britannique (UCB), a fait état d'un passage graduel vers le débat inclusif, transparent et participatif sur la nécessité de villes vivables.

Marcello Balbo, de l'Université de Venise, a plaidé pour la tolérance, la diversité culturelle et un environnement équitable, et a souligné que les gouvernements, bien que jouant un rôle central, ne sauraient réaliser l'urbanisation durable à eux tous seuls.

Kay Andrews, Parlementaire, Sous-secrétaire d'Etat au Cabinet du Vice-premier Ministre du Royaume-Uni, a souligné que les communautés locales doivent être habilitées à faire face à la "mixture toxique" de la détresse et du désespoir urbains.

Mary Balikungery, du Réseau Femmes du Rwanda, a déclaré que les communautés ont besoin de partenariats fondamentaux, doivent établir leurs propres objectifs et décider de la manière de dialoguer avec le gouvernement central.

Jean-Pierre Mbassi, Secrétaire Général de United Cities and Local Governments Africa, a souligné le rôle important des collectivités locales, qui doivent livrer les services sans disposer de ressources adéquates.



Mary Balikungery, Réseau des Femmes Rwandaises

Naokazu Takemoto, Vice-ministre japonais des Finances, a mis en exergue le besoin de s'assurer de l'efficacité de l'aide publique au développement, et a affirmé que l'accroissement de la participation conduit à des résultats plus efficaces.

Akin Mabogunje, de la Federal Mortgage Bank du Nigeria, a déclaré que les structures actuelles de l'engagement dressent une barrière devant l'implication sociétale et a décrit "les avantages et les inconvénients" de la démocratie représentative, de l'économie de marché et des technologies de l'information en Afrique.

Les participants ont abordé en outre: l'interaction entre le gouvernement et les ONG; le rôle de chef de file et l'engagement du gouvernement; et la conciliation entre les régimes traditionnel et moderne de propriété foncière. Ils ont également débattu du rôle des associations professionnelles, telles que celles des planificateurs et des architectes.

Un participant a fait remarquer que les médias ont été négligents dans leur rôle de demander des comptes aux responsables élus. Il y a eu un large accord que les femmes doivent être engagées davantage de manière significative. Plusieurs participants ont appelé à davantage de transparence dans les politiques et dans les décisions concernant les projets, un conférencier arguant que cela est difficile à réaliser, mais que une fois acceptée, cette norme sera difficile à annuler.

Certains intervenants ont remis en question l'inévitabilité de l'urbanisation, et ont appelé à des politiques aptes à renforcer la viabilité des conditions rurales. Un participant a fait remarquer que les besoins des handicapés sont étroitement liés aux OMD et doivent être reconnus davantage. Plusieurs délégués ont encouragé une plus grande implication des jeunes, et ont appelé à des financements ciblant les initiatives conduites par les jeunes.

RICHESSSE DES VILLES: Vers un développement fondé sur les valeurs des régions en cours d'urbanisation: Cette séance spéciale a été présidée par Richard Stren, Président du Réseau Mondial de Recherche sur les Etablissements Humains, et a consisté en un exposé inaugural présenté par ONU-HABITAT suivi par une discussion de groupe.

Anna Tibaijuka, Directrice Exécutive de ONU-HABITAT, a présenté le Prix 2006 de ONU-HABITAT, qui s'élève à 10.000 dollars, à John Friedmann, Professeur Honoraire, à UCB l'Ecole de Planification Communautaire et Régionale de l'UCB, au Canada. Elle a précisé que le récipiendaire du Prix est requis de livrer un exposé propre à donner lieu à une pensée et une pratique nouvelles dans le domaine des établissements humains.

L'exposé de Friedmann, intitulé "Richesse des Villes: Vers un Développement fondé sur les valeurs des Régions Nouvellement Urbanisées," a analysé les valeurs régionales disponibles dans la plupart des zones urbaines: les ressources humaines, y



John Friedmann, Professeur Honorifique, de l'Ecole de la Planification Communautaire et Régionale, de l'UCB, Canada, a présenté l'exposé inaugural de ONU-HABITAT

compris l'habitat, l'éducation et la santé; la société civile; les activités d'organisation des citoyens; le patrimoine culturel et les traditions; les valeurs intellectuelles et créatives telles que les universités; les valeurs naturelles telles que les lacs et les terres; les qualités environnementales; et l'infrastructure urbaine, telle que les transports et les services publics. Il a argué que la vraie richesse des villes réside dans le développement progressif de ces valeurs plutôt de manière endogène qu'à travers leur propre commercialisation et la sollicitation de capitaux extérieurs, et que le rôle du gouvernement consiste à faciliter le développement auto-motivé et à établir, en consultation avec les citoyens, les priorités de la gestion du développement des valeurs.

Carole Rakodi, de l'Université de Birmingham, a signalé qu'actuellement l'indice du Produit Intérieur Brut mesure uniquement les aspects financiers. Elle a posé la question de savoir si le modèle de Friedmann rendait bien compte de la réalité des conflits et des rivalités entre communautés et si la revitalisation économique est possible même pour les villes en déclin. Om Prakash Mathur, de l'Institut National Indien des Finances et des Politiques Publiques, a déclaré qu'il est important de considérer la manière de concilier les exigences à court terme des villes avec les objectifs à long terme du développement durable. Peter Ngau, de l'Université de Nairobi, a accueilli favorablement le modèle de Friedmann, de construction de villes durables et de la nature de vraie prospérité.

Le débat qui a suivi a couvert: le rôle des espaces publics; la taille optimum du gouvernement et des villes; les droits des femmes en matière de propriété; la valeur du capital financier en particulier pour les ménages à faibles revenus; et, la manière de prévenir l'exportation des valeurs des régions en développement, comme la "fuite des cerveaux."

TRIALOGUE SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES ETABLISSEMENTS HUMAINS: Margaret Catley-Carlson, Présidente du Global Water Partnership, a modéré cette séance spéciale.

Soulignant que l'Inde compte plus de 60 millions d'habitants des taudis, Kumari Selja, Ministre Indien chargé de l'Emploi Urbain et de l'Allègement de la Pauvreté, a parlé d'une initiative gouvernementale consacrée au développement et à la gouvernance de l'infrastructure urbaine, et à la fourniture des services de base aux pauvres.

Ana Teresa Aranda Orozco, Ministre Mexicaine du Développement Social, a décrit la coopération entre les agences gouvernementales et les municipalités dans la fourniture d'incitations financières et autres pour la prévention des constructions anarchiques des établissements illégaux et pour la garantie de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.



Richard Stren, Président du Réseau Mondial pour la Recherche sur les Etablissements Humains, a modéré la discussion de groupe durant la séance spéciale sur le développement urbain fondé sur l'actif disponible



Le Dialogue sur l'Eau, l'Assainissement et les Etablissements Humains a été présidé par Margaret Catley-Carlson

Anne Stenhammer, Secrétaire d'Etat auprès du Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, a parlé de la nécessité d'une pleine implication des femmes urbaines dans la planification et la mise en œuvre du développement, tandis que Prabha Khosla, de Gender and Water Alliance, et Selja, ont plaidé pour une "budgétisation de la promotion du rôle de la femme" dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Tibaijuka a rappelé la centralité de l'accès à une eau salubre et à l'assainissement de base pour affronter le problème de pauvreté, traitant des questions de mortalité infantile et de la promotion des femmes. Elle a déclaré qu'il est nécessaire de favoriser l'investissement en faveur des pauvres dans les domaines de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement. Elle a rappelé qu'en vue de relever les défis consistant à fournir l'eau aux pauvres, ONU-HABITAT a établi le Fonds Fiduciaire pour l'Eau et l'Assainissement, destiné à l'investissement en faveur des pauvres des villes des pays en développement, pour soutenir la réalisation des OMD pertinents, en Afrique et en Asie, et pour passer des idées à l'action.

Faisant état de l'écart important entre la demande et l'offre dans le domaine du financement destiné à l'eau et à l'assainissement, Arjun Thapan, de la Banque Asiatique de Développement, a mis l'accent sur: la santé financière des collectivités locales; les réformes directes; les petits projets du secteur privé; les approches zonales dans les zones urbaines; et, l'amélioration de la gouvernance.

Le modérateur Catley-Carlson a invité les participants à présenter leurs observations sur la question de l'implication des secteurs public et privé, soulignant que pratiquement partout dans le monde 95 pour cent de l'eau potable est fournie par le secteur public.

Ronald Carlson, de l'Agence Américaine pour le Développement International, a souligné l'importance de l'implication du secteur privé, citant l'Alliance Mondiale pour le Développement et l'Autorité des Crédits Destinés au Développement comme outils pour la levée des investissements du secteur privé.

André Juneau, Directeur Adjoint de Infrastructure et Communautés, Canada, a déclaré que le défi posé aux gouvernements consiste à trouver la manière de mesurer les progrès accomplis dans le domaine de la gestion de l'eau.

Timeyin Uwejamomere, de WaterAid, a souligné le rôle des coopératives locales et la nécessité de promouvoir les services publics, et Khosla a mis en relief l'imputabilité de l'échelon local.

Arcot Ramachandran, Président de TERI, a encouragé l'adoption d'une approche attentive à l'égard des partenariats publics-privés, aux fins de s'assurer de l'équité et de bien répondre aux besoins des pauvres en matière d'assainissement, et

que si l'on souhaite voir les zones rurales devenir attrayantes pour l'investissement, l'accès à l'assainissement est essentiel. Juneau a fait remarquer que les partenariats publics-privés offrent une expertise en matière de gestion et livrent des capacités qui ne sont pas toujours disponibles dans le secteur public.

Au sujet de la gouvernance, Selja et Malik Gaye, de ENDA Tiers Monde, et Albert Wright, du Groupe d'Action des Nations Unies sur l'Eau et l'Assainissement, ont appelé à l'implication des communautés locales pour s'assurer de l'équité dans l'accès à l'eau et à l'assainissement. Aranda Orozco a mis l'accent sur la besoin de partenariats entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral, dans le domaine de la gestion de l'eau d'une manière intégrée et durable.

Au sujet des stratégies pour la durabilité, Ramachandran a mis en exergue le développement des capacités de stockage de l'eau. Uwejamomere et Wright ont déclaré que la fourniture de l'eau et de l'assainissement basique à ceux qui souffrent du VIH-SIDA est cruciale pour le traitement de cette maladie. Gaye and Thapan ont souligné le rôle des jeunes dans l'amélioration de la prise de conscience.

SEANCES DE RESEAUTAGE

PLANIFICATION DE VILLES DURABLES REUSSIES:

Etude de cas de Vancouver, au Canada: Judie Rogers, City Manager de Vancouver, a parlé des défis associés à la croissance rapide des contraintes géographiques de la ville. Elle a décrit le paradigme de la gouvernance dans lequel Vancouver fonctionne, et a souligné que de nombreuses prestations telles que le transport et les services publics sont fournies de manière plus efficace sur une base régionale. Elle a précisé que la collaboration bénéficie aux citoyens à des niveaux multiples, citant les exemples de l'Equipe des Services Intégrés du Quartier et de l'Accord de Vancouver, qui cherchent à améliorer les conditions de vie des usagers de la drogue et des travailleurs du sexe dans le coté est du centre ville. Pour clore, elle a souligné que l'offre de Vancouver pour les Jeux Olympiques de 2010 est fondée sur le concept des partenariats.

Ann McAfee, Codirectrice de la Planification, Ville de Vancouver, a fait état des aspects uniques de Vancouver, y compris la densité élevée des logements et l'absence d'autoroute. Elle a souligné que des prises de décisions fondées sur le consensus favorisent davantage le respect des obligations que l'imposition de réglementations, et a décrit les efforts fournis pour la diversification de l'économie, avec les technologies de l'information et les industries créatives. Au sujet du transport, elle a décrit les développements survenus dans l'aménagement



La séance de réseautage sur la planification des villes durables a examiné les défis posés et les réalisations accomplies dans la gestion de la croissance de Vancouver

territorial et dans les moyens de transport public, et les défis associés aux banlieues. Elle a encouragé une équité plus importante dans les décisions politiques et dans la fourniture des services sociaux, et a donné un aperçu sur les efforts fournis pour obtenir l'acceptation d'une densité plus élevée de logements, mettant en relief l'implication des citoyens.

Larry Beasley, Codirecteur de la Planification, Ville de Vancouver, a fait remarquer que le cœur du centre ville de Vancouver est passé à une focalisation sur l'aspect résidentiel, à l'aide de réglementations, d'une infrastructure et de services communautaires favorables. Il a mis en relief les pratiques écologiques en matière de construction, les moyens de transport alternatifs, en particulier, la marche. Il a mis en garde que la réussite vient avec ses problèmes, tels que le déplacement des résidents à faibles revenus, et a souligné la nécessité d'établir un équilibre entre les espaces résidentiels et les espaces destinés aux commerces, face aux pressions exercées par le marché. Il a souligné la nécessité de s'assurer que le secteur privé sert les besoins du public.

Peter Judd, Deputy City Engineer, Ville de Vancouver, a déclaré que l'évitement de la création d'autoroutes traversant Vancouver a marqué un tournant, et a décrit les initiatives qui ont été conçues pour favoriser la circulation des cyclistes et des piétons, y compris les mesures visant à calmer la circulation des voitures. Il a présenté l'initiative Rues Vertes, qui encourage le volontariat dans la création de jardins publics. Il a décrit le soutien dont bénéficie la construction durable, notamment les constructions certifiées de Conception Avant-gardiste aux plans Énergétique et Environnemental.

Les participants ont débattu d'une gamme de sujets, y compris de la manière d'établir le juste équilibre entre l'espace à usage résidentiel et l'espace à usage commercial, et de la manière dont Vancouver a été en mesure de réduire l'usage des voitures.

COMMENT INTEGRER LES ASPECTS

ENVIRONNEMENTAUX DANS LA PLANIFICATION STRATEGIQUE A LONG TERME DE LA VILLE: Nola-Kate Seymour, Président, du Centre International des Villes Durables, a modéré cette séance de réseautage, organisée par le PNUE et l'ICLEI – Collectivités locales au service de la durabilité et Alliance des Villes.

Kilaparti Ramakrishna, du PNUE, a parlé de l'initiative concertée lancée avec ONU-HABITAT et le Gouvernement Italien, pour le renforcement des aspects environnementaux dans les plans d'aménagement des villes, et a souligné que l'environnement est une valeur dans le développement de la ville.

Jeremy Harris, ancien Maire de Honolulu, a déclaré que la durabilité est le seul grand défi auquel se trouve confrontée notre



Kilaparti Ramakrishna, PNUE

société, en particulier les villes. Il a également mis l'accent sur: les communautés durables; le renforcement des capacités; les bonnes politiques environnementales; le chiffrage des cycles de vie; la transformation des modes d'utilisation des sols; la réduction de la demande dans le domaine du transport; et l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Osman Asmal, Directeur du Département de la Gestion des Ressources Environnementales, Ville du Cap, Afrique du Sud, a souligné la nécessité d'un nouveau paradigme urbain. Il a suggéré que les villes devraient être conçues et gérées en utilisant les écosystèmes naturels comme modèles.

Monika Zimmermann, de ICLEI, a présenté, au nom de T. Krishna Reddy, Maire de Hyderabad, les expériences partagées de l'une des plus grandes villes de l'Inde et l'une des villes qui connaissent une expansion des plus rapides du monde, dans le domaine de la réduction des écarts en matière de fourniture de services urbains. Elle a déclaré que la privatisation de la gestion des déchets solides et le sous-traitement des services par de petites entreprises locales et les groupes communautaires ont aidé à accroître de 25 pour cent les zones bénéficiant de services, à réduire les coûts et à générer des revenus au sein de la communauté.

Ewa Ciuk, de ICLEI, a décrit les conclusions d'une étude menée sur les outils appropriés nécessaires à la planification stratégique des villes, mettant en exergue "l'éco-ville" et les approches participatives.

Au cours du débat, les participants se sont concentrés sur: l'attelage du leadership politique; le chiffrage de la valeur des investissements environnementaux; l'investissement dans les êtres humains; la planification à long terme et l'action immédiate; l'énergie nucléaire; et la communication avec des organisations de base.

Ramakrishna a présenté une synthèse de la séance, indiquant qu'elle a produit des options significatives pour l'intégration des dimensions environnementales dans la planification de la ville.

TRAITEMENT DES CONFLITS POSES AUX CITADINS PAUVRES DANS LES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT: Le médiateur Boniface Gondwe, Ministre du Développement des Eaux, Malawi, a ouvert cette séance de réseautage, en soulignant qu'un conflit peut être un agent du changement.

Srinivasan Janakarajan, de l'Institut de Madras des Etudes en matière de Développement, Inde, a parlé des dialogues multipartites visant à réduire les conflits et de l'impact de l'extraction de l'eau des zones périurbaines pour servir la Ville de Chennai, en Inde. Il a décrit les résultats positifs de l'accroissement de l'approvisionnement à travers la rénovation des citernes et la réduction des déchets.



G-D: Osman Asmal, Directeur du Département chargé de la Gestion des Ressources Environnementales, Ville du Cap, Afrique du Sud; Jeremy Harris, Ancien Maire de Honolulu; Kilaparti Ramakrishna, PNUE; et Monika Zimmermann, ICLEI



Les participants au groupe de discussion à l'écoute de Bekithemba Gumbo, de Waternet, présentant du Projet de Fourniture d'Eau à Pungwe au Zimbabwe

Refilwe Pitso, gouvernement local et consultant dans le domaine de l'eau, a décrit les conflits survenus dans le grand établissement humain périurbain informel de Winterveldt, en Afrique du Sud, suite un approvisionnement en eau et une expropriation terrienne.

Bekithemba Gumbo, du réseau Waternet, a décrit le Pungwe Water Supply Scheme à Mutare, Zimbabwe, en précisant la manière dont le conflit s'est manifesté en actes de vandalisme, en gaspillage de l'eau et en refus de payer. Il a suggéré l'adoption d'approches moins contradictoires et l'implication de davantage de citoyens pauvres.

Ranjith Perera, de l'Institut Asiatique de Technologie, a décrit les problèmes de décharge des déchets et de pollution des eaux dans les communautés des zones périphériques urbaines de Hanoi, au Vietnam, et a fait état d'un "conflit silencieux" entre ceux qui exploitent la terre et l'eau pour générer leurs moyens de subsistance et ceux qui déchargent les déchets dans ces endroits-là.

Le débat s'est concentré sur: l'organisation des sans terre; l'importance de la planification intersectoriel; les bénéficiaires de la valeur accrue des terres suite à de nouveaux services; les redevances; la coordination; et les différentes utilisations de l'eau. Les participants ont fait observer l'importance de la neutralité, de la reconnaissance et de la sensibilité dans la restitution de la confiance à l'ensemble des parties, ont souligné qu'il arrive parfois que le conflit soit enclenché par un manque d'information. Il a été également souligné que les pauvres n'ont pas toujours les moyens de s'impliquer dans les processus consultatifs.

FINANCES PUBLIQUES LOCALES ET

DECENTRALISATION: Organisée par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), cette séance de réseautage s'est concentrée sur la mobilisation de revenus pour les autorités municipales des pays en développement. Simon Compaore, Maire de Ouagadougou, au Burkina Faso, a modéré la séance.

Lamine Mbassa, Directeur des Affaires Financières, Douala, Cameroun, a parlé de la création de titres d'obligation, comme instrument financier, dans l'utilisation du financement provenant du secteur privé, pour la couverture des projets publics. Il a souligné l'importance des législations fiscales stables et des avantages fiscaux, pour l'accroissement de la crédibilité du secteur financier.

Jean-Marie Renno, parlant au nom de Amadou Souley, Directeur de l'Autorité chargée de l'Emission des Adresses, Niamey, Niger, a présenté un rapport sur un projet de l'AIMF

visant à améliorer la plate-forme fiscale de la ville de Niamey, en assignant des adresses dans la zone du centre ville, aux fins de permettre une collecte plus efficace des taxes et impôts.

Fayol Tall, Ancienne Directrice du Crédit Municipal de Dakar, au Sénégal, a présenté ses réflexions sur l'inclusion fiscale et sur la qualité des services financiers relativement à la microfinance. Elle a attiré l'attention sur l'encouragement que son pays réserve aux femmes entrepreneurs, à travers la promulgation de lois nationales et la création d'un ministère particulier chargé de la microfinance. Elle a signalé que sa banque fournit aux citoyens pauvres un accès au crédit à des taux d'intérêt très faibles.

Le débat s'est focalisé sur les encouragements fiscaux, la promotion des collectivités locales et l'adoption de systèmes d'information géographique et des possibilités d'établir des connections entre les grands organismes de financement et les réseaux de la microfinance.

Le modérateur Compaore a souligné la nécessité de directeurs compétents et l'importance de l'établissement de liens entre les maires et les organisations internationales. Il a appelé la Banque Mondiale à financer directement les gouvernements de la ville, directement. Les remarques de clôture présentées par Gérald Tremblay, Maire de Montréal, ont mis en exergue le transfert des technologies, les partenariats publics-privés et la possibilité de procéder à des échanges programmatiques impliquant les employés municipaux des villes riches et des villes pauvres.

LOCALISATION DES OMD: Créer des compétences au sein des collectivités locales en Afrique et intégrer l'égalité hommes femmes et la promotion des femmes:

Cette séance de réseautage était organisée par le Programme pour la Gouvernance des Femmes Africaines (PGFA), et a suivi le lancement, plus tôt dans l'après-midi, de l'initiative du PGFA Réseau des Femmes Africaines participant à la Gouvernance Locale.

Encourageant l'intégration des femmes, la Présidente, Beatrice Boateng, de l'Association Nationale des Autorités Locales du Ghana, a déclaré que le gouvernement ghanéen a accompli quelques progrès dans le domaine de la promotion des femmes mais que ces dernières sont encore sous-représentées au sein des collectivités locales.

Fatoumata Doumbia Konté, Secrétaire Générale de l'Association des Municipalités du Mali, a souligné que bien qu'il n'existe pas d'obstacles d'ordre législatif à la participation des femmes dans les collectivités locales, d'autres barrières donnent lieu à des restrictions découlant des croyances culturelles, des traditions, et des situations de la pauvreté et de maladie.

S'agissant du Réseau des Femmes Africaines participant à la Gouvernance Locale, Konté a expliqué que l'objectif de ce dernier, consiste à établir un lien entre les femmes des pays participants aux fins de partager leurs connaissances,



G-D: Beatrice Boateng, de l'Association Nationale Ghanéenne des Collectivités Locales, Fatoumata Doumbia Konté, de l'Association des Municipalités du Mali, ont parlé de la localisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, se concentrant sur la création de compétences au sein des collectivités locales africaines, pour l'intégration de l'égalité hommes femmes et de la promotion des femmes



Les participants à la séance de réseautage sur la localisation des OMD se sont penchés sur l'ébauche du Guide du Programme de Gouvernance Locale Africaine destiné aux collectivités Locales, consacré à l'égalité hommes femmes

leurs expériences et leurs aptitudes sur les questions d'intérêt commun, et de renforcer la participation des femmes dans la gouvernance locale. Elle a déclaré que ses partenaires englobent des représentants des associations continentales, régionales et nationales, des organismes gouvernementaux et techniques, et a souligné l'importance des voix des femmes dans les activités des collectivités locales.

Carole Kardish, Directrice du Bureau Régional Afrique et Moyen-orient de la Fédération des Municipalités Canadiennes, a introduit un exercice interactif sollicitant l'apport de contribution pour un projet de guide intitulé "Looking Through the Gender Lens – Five Steps to Building Local Government Competencies and Capacities to Promote Gender Equality" en cours d'élaboration pour présentation à la conférence AfriCities en septembre 2006. Elle a indiqué que le Guide a été conçu par les parties prenantes des collectivités locales pour servir d'outil pratique pour déterminer le point où en sont les municipalités actuellement, relativement à la question de l'égalité hommes femmes, et suggérer des étapes à franchir pour les autorités locales (AL) et les parties prenantes, dans le domaine de la promotion de l'égalité hommes femmes dans leurs opérations. Les participants se sont répartis en groupes pour procéder à l'examen des cinq étapes du Guide: acquisition des connaissances permettant d'aborder les questions de parité hommes femmes; renforcement du soutien en faveur de l'égalité hommes femmes; application des politiques d'égalité hommes femmes et planification et allocation des ressources; promotion de l'égalité hommes femmes par-delà les AL; et la réalisation de l'égalité hommes femmes.

Le Feedback a englobé: l'évitement des hypothèses d'homogénéité entre les AL; l'évitement du chauvinisme à l'égard de la question féminine au risque d'aliéner les hommes; et la promotion de la prise en considération des questions de l'égalité hommes femmes comme étant un agenda national et non un agenda politique. Dans ses remarques de clôture, les participants ont souligné que la promotion des femmes mènera à la réussite de la localisation des OMD.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET VILLES DES PAYS DU SUD: Réduire les émissions des gaz à effet de serre et réduction des risques urbains dans un monde en réchauffement: Cette séance de réseautage était organisée par l'IIED et l'ACDI.

Satterthwaite a encouragé l'idée de "Amener par la honte les pays du nord à assumer leur responsabilité relative aux gaz à effet de serre et aux changements climatiques," et a souligné l'importance de la bonne gouvernance et de la planification des

villes. Il a noté que les changements climatiques posent la menace la plus importante pour les pauvres qui sont les plus vulnérables. Il a ensuite introduit des études de cas du Sénégal, du Bangladesh et du Kenya.

Khady Diagne, du Réseau de l'Etude des Risques Posés à l'Afrique, a présenté l'étude de cas de Saint Louis, au Sénégal, en mettant en relief les facteurs naturels et les facteurs anthropiques qui exacerbent les risques causés par les crues. Elle a décrit les efforts fournis pour l'atténuation des risques causés par les problèmes sanitaires liés aux crues.

Mozaharul Alam, du Centre des Etudes Avancées du Dhaka Bangladesh, a décrit la manière dont certains secteurs à Dhaka sont particulièrement sensibles aux changements climatiques, notamment, les secteurs de l'habitat, du transport et des services publics. Il a souligné que la croissance démographique rapide dans la région a abouti à la sensibilisation d'une grande partie de la ville aux crues, et ce en dépit de la création d'une digue.

Victor Orindi, du Centre Africain des Etudes Technologiques, a présenté l'étude de cas de Mombassa, au Kenya, soulignant qu'en tant que ville côtière, elle est sensible aux changements climatiques et à l'élévation du niveau de la mer. Il a parlé des risques associés à la contamination des ressources en eau douce par les eaux salées, compte tenu de l'épuisement des nappes aquifères du littoral, et a attiré l'attention sur le besoin de fournir aux populations des encouragements pour quitter les zones fragiles. Il a suggéré que les normes de construction soient changées de manière à être plus adaptées aux conditions climatiques futures, y compris l'augmentation des températures et de l'humidité, et a encouragé la transition vers des sources d'énergie renouvelables simples.

Les participants ont parlé: de la possibilité de voir les bicyclettes faire partie intégrante de la solution; de la nécessité de l'investissement dans les innovations durables; de la possibilité de voir le transport par voie ferrée baisser les émissions liées au transport, de l'importance de la réhabilitation des logements dans les zones réputées enclines aux crues; et des aspects des changements climatiques, touchant à la justice sociale.

Saleem Huq, de l'IIED, a conclu en notant qu'au lieu de percevoir les changements climatiques comme un problème qui ne peut être traité que par les dirigeants mondiaux, il devrait être cadré comme étant un problème local auquel chaque citoyen peut s'attaquer.

ELABORATION D'UN CANEVAS: Des Modèles de Partenariats pour les Grandes Villes: Cette séance de réseautage était organisée par l'organisation Women in Cities



G-D: Khady Diagne, de l'African Risk Analysis Network, a présenté le cas de Saint Louis, Sénégal, et David Satterthwaite, de l'IIED, a introduit trois études de cas qui mettent en relief les effets des changements climatiques sur des villes de pays en développement



L'auditoire à la session de réseautage sur les changements climatiques et les villes des pays du Sud

International et ses partenaires. Elle s'est concentrée sur l'égalité hommes femmes et sur la participation des femmes dans les processus décisionnels politiques.

Ellen Woodsworth, Conseillère à la Ville de Vancouver, a décrit le travail du Conseil de la Ville avec les femmes des communautés urbaines.

Magdalena Garcia Hernandez, du Réseau Féministe du Millénaire, a parlé des problèmes auxquels se trouvent confrontées les femmes dans la Ville de Mexico, dans les domaines du transport et de l'assainissement.

Proserpina Tapales, Directrice Adjointe, du Centre des Etudes Féministes à l'Université des Philippines, a parlé du rôle des villes dans l'application de la législation régissant l'égalité hommes femmes.

Nicole Boily, du Conseil des Femmes de Montréal, a déclaré que le mouvement féministe dans la province canadienne du Québec est très actif et que les femmes y sont en train de transformer Montréal en une ville plus sûre et plus durable. Elle a introduit le rôle du Conseil et a souligné l'importance de la volonté politique, des plans d'action et de l'imputabilité.

Marina Leite, de l'association Refazendo Vinculos, et Claudia Barbieri, du Fonds des Nations Unies pour la Promotion des Femmes, a décrit les activités mises en œuvre par leurs organismes, y compris la mise en œuvre de programmes de formation et d'éducation pour les filles pauvres, en vue de leur fournir les aptitudes et des capacités de travail susceptibles de les protéger contre les abus et la violence.

Vu Thi Vinh, des Associations des Villes du Vietnam, à l'Université de Hanoi, a informé les participants des systèmes urbains vietnamiens et du rôle de l'Union des Femmes Vietnamiennes.

INTEGRATION DES PREOCCUPATIONS GLOBALES DANS LA GESTION URBAINE EN ASIE: Cette séance de Réseautage était organisée par l'Institut des Stratégies Environnementales Mondiales (IGES) et modérée par Xuemei Bai, de l'IGES.

Harris a décrit le rôle des villes dans la relève du défi de la durabilité, soulignant que les villes ont contribué aux problèmes de durabilité, mais ont également des potentialités d'apporter des solutions. Il a déclaré que les villes nécessitent une aide à travers les meilleures pratiques dans les domaines de l'utilisation des terres, du transport, de l'énergie, de la planification environnementales et économique pour dépasser les erreurs passées de l'industrialisation.

Banasopit Melkvichai, Gouverneur Adjoint de Bangkok, a déclaré que la rapidité des croissances démographique et économique a abouti à un développement massif de la consommation matérielle et du développement incompatible avec la préservation des ressources. Elle a indiqué que Bangkok était en train d'appliquer une stratégie "d'économie de suffisance" pour les conditions de vie urbaine, de manière à pouvoir jeter des fondations solides pour la croissance, après la crise économique de 1997.

Michie Kishigami, Directeur à ICLEI, a parlé de l'expérience de Kawagoe, au Japon, dans le domaine de l'économie d'électricité. Manraj Guliani, de l'Institut de l'Énergie et des Ressources, et a souligné les défis posés par le transport urbain en Inde et les mesures prises pour accroître la durabilité.

Peter Newton, de l'Organisation du Commonwealth pour la Recherche Scientifique et Industrielle, a déclaré que l'empreinte écologique de l'Australie est la deuxième plus grande empreinte de la planète, et que inversés à cette situation, une transition vers des constructions et des infrastructures plus écologiques, des systèmes d'eau intégrés urbains, des systèmes de distribution d'énergie renouvelable, une densité urbaine améliorée, des systèmes de gestion intégrée des déchets et une meilleure prise de conscience des problèmes environnementaux, sont requis.

Bai a livré un discours au nom de Li Zhaoqian, Maire de la Ville de Rizhao, sur l'énergie solaire et l'utilisation de l'énergie en Chine.



Les Drapeaux Canadien et onusien flottant devant le Centre des Congrès et Expositions de Vancouver, site de la FUM3

A SUIVRE AUJOURD'HUI

La Séance de Dialogue "Sûreté et Sécurité Urbaines: Assumons nos responsabilités" aura lieu dans la Salle des Expositions, de 10:00 à 12:00.

La Séance Spéciale "Rôle des Collectivités Locales: Chef de File dans le Domaine de la Durabilité" se tiendra dans les Salles A et B de 10:00 à 12:00.

L'Événement Satellite "Lancement du Livre de l'Observatoire Urbain Régional de Vancouver" programmé au départ de 18:00 à 20:00 a été annulé.